

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/France-De-la-prise-d-otages>

France : « De la prise d'otages



- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mardi 9 mai 2017

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« Les fractures boulangères suivent les fractures bancaires... tout le monde est pris en otage même le pain ! »

« *Si ce personnage fameux qui riait de tout vivait dans notre siècle, il mourrait de rire assurément* », écrit Spinoza à l'un de ses correspondants. Et sans doute de même en le nôtre. Car c'est vrai qu'il y a de quoi rire longtemps au spectacle de choix qui nous est offert - sous la condition tout de même d'avoir le coeur bien accroché, car en réalité ça n'est vraiment pas drôle. Dans le concert pour cymbales et sanibroyeurs qui tympanise le pays entier, il n'est, à quelques exceptions près, pas un instrumentiste qui n'ait une part de responsabilité, politique ou idéologique, dans la situation présente - contre laquelle il jure ses grands dieux être prêt à faire barrage de son corps (si seulement...).

La consolidation du face-à-face entre le néolibéralisme et son repoussoir fonctionnel d'une part, la détestation ouverte de la différence de gauche seule capable de briser cette splendide harmonie d'autre part, sont les deux propriétés caractéristiques de cet ensemble symphonique qui orchestre à intervalles réguliers la reconduction du même par exhibition de la différence monstrueuse - après avoir mis, entre temps, son énergie entière à empêcher [tout surgissement de l'autre différence](#).

La morale des incendiaires

On n'en finirait pas de dresser la liste des éditorialistes, des experts, des économistes à gages, des intellectuels de service, des roitelets de matinales qui, pénétrés du sentiment de leur liberté, récitent à l'année le catéchisme de l'époque - « Mais enfin vous n'envisagez tout de même pas du protectionnisme ? Mais les entrepreneurs partiront ! Mais ce sont les entreprises qui créent l'emploi ! Mais sortir de l'Europe c'est la guerre ! Mais les charges détruisent la compétitivité ! » - pour découvrir un matin, stupides et interdits, les effets réels des politiques dont ils sont les desservants. Et surtout qu'une partie croissante de la population est prête à n'importe quelle solution, fut-ce la pire, pour donner une expression à sa rage.

Ça tombe bien, on lui en propose une, toujours la même, bien faite pour être inacceptable, d'où résulte invariablement que, certes, « on a entendu la souffrance », « qu'on va enquêter sur la France de la colère », « qu'il faut une Europe plus sociale », mais que pour l'instant on va quand même repartir pour un tour - le monde est bien fait. Si, donc, le jugement de l'histoire était doté de ses moyens matériels, un simple panier à salade par exemple, il lui suffirait de faire le tour des réseaux sociaux et de ramasser l'un derrière l'autre les fulminants du « barrage » pour aligner *ipso facto* les responsables réels de la situation qui les fait fulminer - encore faut-il s'entendre sur les motifs véritables de la fulmination : non pas la situation elle-même, mais qu'on puisse trouver à y redire, et plus encore vouloir s'en extraire.

Et c'est assurément de cela que l'homme qui rit de tout se tiendrait les côtes : que ceux qui ont si continûment oeuvré à installer ce monde ignoble, à en chanter la supériorité et, partant, à en armer deux fois le légitime dégoût, que ce soient ceux-là qui viennent l'index tremblant et la morale en bandoulière mettre en demeure les électeurs de ne pas accomplir tout à fait les conséquences de ce qu'eux-mêmes ont préparé, sauf à ce que les malheureux en portent l'entière responsabilité. C'est que dans cette morale particulière de l'incendie, la responsabilité va exclusivement aux brûlés et jamais aux incendiaires.

Et comme le tableau doit être complet, que pas un détail dans l'obscénité ne doit manquer, voilà que ces derniers

nous appellent à faire barrage aux effets en nous enjoignant de voter pour les causes - insultant au passage ceux à qui il reste un peu de logique, et qu'on reconnaît précisément à ce fait qu'avant d'en arriver là, eux avaient entrepris de s'en prendre aux causes. On pourra dire ce qu'on veut du candidat Mélenchon, mais on aura du mal à éviter de voir que pour la première fois il a ramené du vote populaire vers la gauche, et contesté efficacement le vote « jeunes » au FN. C'est donc à cette performance, première du genre depuis vingt ans, que le pharisaïsme de l'antifascisme, dont tout ce qu'il soutient par ailleurs en fait l'auxiliaire objectif de la fascisation du pays, vient faire procès « d'absence de consignes » ou « d'insuffisante netteté » - mais l'antifascisme en mots se reconnaît précisément à ce qu'il n'a rien tant en horreur que l'antifascisme en actes. Il y a comme ça des arrière-pensées qui peuvent difficilement se dire : « le FN, c'est horrible, mais quand même, c'est épatant ».

En réalité, le dérèglement est partout. Car on finit par se demander si certains à gauche, pourtant très prompts à l'inflammation morale antifasciste et à l'invocation des enseignements de l'histoire, ont vraiment pris au sérieux, entendons autrement qu'en mots, l'événement de 2002, et la nécessité qu'il ne connaisse aucune réplique. N'étant pas feignants ni de l'appel grandiloquent ni du vote utile - on en connaît qui, avec une prescience remarquable, appelaient dès février à ce que Mélenchon se retire en faveur de Hamon et déjà bien sûr « pour faire barrage au fascisme » [1]... - on aurait logiquement attendu que, disons sur le coup de début avril, ils appuyassent de tout leur renfort la candidature de gauche manifestement en position de dégager le FN du second tour. Étrangement, les appels sont restés en carafe - quand ils n'ont pas insinué au contraire -, pour ne claironner à nouveau qu'à partir du 24 avril. Et l'on admire toutes les géométries variables dont sont capables les haines idéologiques caparaçonnées de vertu.

Voter pour les possibilités stratégiques d'une présidence Macron ?

On en est là, et il s'agit maintenant de savoir quoi faire, en tout cas pour tous ceux qui ne recouvrent pas leur macronisme foncier, ou rampant, de moralisme édifiant malaxé de comparaisons historiques approximatives - pour la première fois de sa vie *Le Monde* se met en devoir de lire le Trotsky des années trente pour en faire un usage anachronique sans vergogne, doublé d'un dégoûtant brevet de moralité politique [2]. *Le Monde* ! Enveloppé dans Trotsky ! Admirable vertu révélatrice des crises, qui exposent au grand jour tout ce dont certains sont capables. Pour tous les autres, donc, et une fois rappelée l'évidence, toujours bonne à redire, qu'en aucun cas les deux candidats ne pourraient être mis en équivalence, il reste à tout prendre deux arguments rationnels en balance à€” car il y a une situation politique autour de cette inéquivalence, qui justifie que la discussion ne s'arrête pas aussitôt.

Le premier argument part de la question stratégique qui demande dans quel état du monde les luttes sociales à venir trouvent leurs meilleures conditions. Au moins, de ce point de vue, c'est vite tranché. D'un côté le FN est comme un iceberg de merde dont on aurait vaguement blanchi la seule partie émergée. Parmi ceux à gauche qui se posent sérieusement la question du second tour - sérieusement s'entendant : autrement que sur le mode de l'injonction hystérique mêlée d'hypocrisie -, il n'en est pas un qui ne sous-estime la dangerosité de la chose, ni ce qu'il en coûtera aux plus exposés, dans les quartiers - à eux-mêmes également qui auront, dans la rue, à en affronter concrètement le risque : policier et judiciaire (quand ils « résistent », BHL pétitionne depuis Saint-Germain et Quatremer tweete des selfies dans une péniche).

D'un côté, donc, le FN, [de l'autre Macron](#), qui est comme le candidat optimal pour la phase finale de la décomposition, dont il ne faut alors pas méconnaître les bonnes propriétés stratégiques objectives. C'est sans doute un propre des situations de grande crise que la nécessité historique trouve toujours les agents individuels qui lui conviennent pour s'accomplir. Ici particulièrement. Car Macron s'annonce comme l'accélérateur de tous les processus. Fabriqué par l'oligarchie comme réponse à la crise, il est le meilleur agent de l'approfondissement de la crise.

Tout ce qu'opacifiaient les habitudes et les pratiques institutionnelles de ce qu'on peut déjà qualifier par anticipation d'ancien régime, va devenir soudain - est déjà devenu - clair comme un lac de montagne. Il fallait un peu d'acuité (pas beaucoup...) pour apercevoir dans le débonnaire conseiller régional premier secrétaire Hollande le fondé de pouvoir du capital - qu'il est réellement, et depuis très longtemps en fait [3] Mais l'oligarchie, sans doute exaspérée par l'urgence d'un début de dislocation, n'a plus la patience du long travail de la mise en forme, et porte maintenant au pouvoir directement l'un des siens, propulsé sans intermédiaire ou presque d'un emploi dans un autre. Mis sur orbite avec pareil lancement, et comme l'indique déjà sa campagne du second tour, il vaut mieux ne pas s'attendre à quelque reprise de contention et, au point où nous en sommes, c'est tant mieux : tout va maintenant se montrer à *nu*.

La prise du pouvoir *en direct* par le capital, sans plus aucun effort de médiation, son programme outrancièrement de classe, l'inféodation des médias sous contrôle des puissances d'argent : tous les masques vont tomber. Même la crise civilisationnelle, dont le corps social est profondément travaillé mais sans en avoir l'idée claire, va apparaître en pleine lumière, devenir comme une évidence, annoncée par la *start-up nation*, la managérialisation de la politique depuis le sommet d'un gouvernement de *co-workers* jusqu'à la base d'un parti de *helpers*. Et toute à son ravissement infra-culturel, la secte macronienne égocentrique - elle croit être « la France » alors que, *par adhésion*, elle ne représente en réalité que 10% de l'électorat [4] ! -, cette classe nuisible assistée de tous ses porte-voix, va nous régaler de sa philosophie d'open space, de son impayable sabir, de ses visions de la vie et de sa pensée positive. L'écoeuement général, au milieu d'un irrépressible sentiment de grotesque, va connaître de foudroyants progrès. Et avec lui, comme toujours dans les périodes de crise, la conscience politique.

On peut donc au moins accorder à Macron son slogan : pour sûr, on est en marche ! Et même à grands pas. Tout promet d'aller beaucoup plus loin et beaucoup plus vite. Au sein de cette mauvaise nouvelle - car certaines catégories sociales vont salement ramasser -, il y en a donc une bonne : la grande accélération politique arrive. Nous entrons dans une période de hautes énergies, et les vrais points critiques se rapprochent à grande vitesse. C'est bien.

Et puis il faut aussi considérer ceci : Macron, c'est le naufrage définitif de la presse ancillaire. *Libé*, *L'Obs*, *L'Express*, au minimum : morts. Cinq ans dans les carrioles de la modernité start-up, du monde ouvert contre le repli, et de l'agilité pour tous, c'est plus que ces rafiots déjà à l'état d'épaves n'en pourront supporter. *Le Monde* en première ligne, comme le navire-amiral du macronisme. BFM plus odieuse que jamais. Avec la connexion pouvoir-oligarques-médias jetée en pleine lumière, et l'intégration organique des trois composantes du système devenant monstrueusement visible, c'est le rejet général qui va croître.

Toutes ces excellentes perspectives médiatiques font assurément partie de l'équation stratégique d'ensemble - nonobstant les glissements de la corporation, scandalisée de voir son trépas inclus dans les motifs d'espérance, et qui proteste qu'avec elle c'est la démocratie qu'on assassine. Mais c'est là un sophisme pour cruchons du système. On va donc expliquer à ces esprits embrumés l'idée fort simple qui se tient derrière tout ça : c'est la menace sur *la presse affranchie des pouvoirs* qui est une mauvaise nouvelle démocratique ; la presse du capital sub-claquante, c'en est assurément une bonne ! Et doublement au demeurant car, du même mouvement, la disparition de la seconde libère l'espace pour la première. Or il faut bien voir que, pour la presse du capital, Le Pen élue, c'est la providence, le rétablissement inespéré. Toutes les semaines un appel contre la haine, un dossier « résistance », une terrine de BHL, un pâté de Glucksmann junior, hauts les coeurs contre le fascisme pour faire oublier par quoi il est arrivé. Et surtout les lecteurs, légitimement horrifiés par le régime, qui reviennent en masse, prêts à avaler n'importe quelle bouillie pour se consoler du désastre.

S'abstenir pour en finir avec la prise d'otages

Au critère des vertus stratégiques objectives, la supériorité d'un président Macron n'est même pas discutable. Ça

n'en fait pas pour autant la raison suffisante d'un vote. C'est que voter répétitivement sous le régime de la prise d'otages commence à devenir un problème, auquel se plier n'offre aucune autre perspective que son éternelle reconduction. Pour « l'homme qui rit » la période est décidément faste, car on lit de tout à ce sujet. Thomas Piketty explique que non seulement il faut voter Macron mais le porter au plus haut pour qu'il soit « *bien clair que ce n'est pas son programme qui a gagné* [5] »...

Après l'immense réussite des primaires, l'engagement clairvoyant auprès du candidat Hamon au moment historique où le PS s'apprêtait à mettre la clé sous la porte, ou encore le parlement de l'euro dont nos amis allemands admettront l'évidence pour peu qu'on en discute raisonnablement avec eux, l'intelligence politique des intellectuels social-démocrates est toujours aussi éblouissante. Piketty, à qui on demande quel souvenir il a gardé du 21 avril 2002, a visiblement oublié qu'« ensevelir Chirac sous les bulletins de vote », le porter à 80% « pour qu'il soit bien clair etc. » était déjà le mot d'ordre du moment, dont toute la suite a prouvé la formidable efficacité.

Dans une veine similaire d'autres adjurent Macron de « parler à la gauche » - sans doute pour adoucir leur propre tourment électoral. Se rendent-ils compte de ce que ce mot d'ordre secondaire est rigoureusement contradictoire au mot d'ordre principal ? En appeler à l'« ensevelissement » du candidat Macron sous les bulletins ne constitue pas exactement l'incitation optimale pour obtenir de lui quelque « écoute ». Mais quand bien même Macron « parlerait à la gauche », qu'en recueillerait-elle à part des mots ? Il faut croire aux elfes ou à la fée Marjolaine pour imaginer qu'il en tiendra le moindre compte. Les institutions de la Ve sont ainsi faites que, dès le 8 mai, et comme jadis Chirac l'« enseveli », Macron, du haut de sa base réelle de 10 % d'inscrits, fera bonjour, ou même autre chose, à tous les autres qui se seront ajoutés pour faire les 60 % (d'exprimés) du second tour.

Il faut alors avoir le goût du paradoxe hasardeux pour imaginer déjouer la prise d'otages en y collaborant, et en fait la passion de la servitude pour se proposer ainsi de lui donner son emprise maximale - en assurant n'importe quel forcené libéral de passer dans un fauteuil, du moment qu'on aura réussi à lui mettre une Le Pen en face. Si la chose était réalisable - mais on sait bien qu'elle ne l'est pas puisqu'elle échappe à tout contrôle -, il faudrait plutôt souhaiter l'exact inverse : que Macron passe mais avec la plus décevante des marges - *par le seul effet de l'abstention bien sûr et, pour Le Pen, à nombre de voix constant, si possible même en baisse*. Si ce résultat « idéal » est en pratique une fiction, au moins exprime-t-il un idéal stratégique : desserrer la capture électorale. Car c'est bien là le seul moyen de faire sentir à ceux qui depuis 2002 jouent sans vergogne la prise d'otages qu'elle est à efficacité dangereusement décroissante, que la fois d'après le « pari sur du velours » pourrait très mal tourner, et que maintenant il va *vraiment* falloir en finir avec ces ignobles petits calculs.

Au vrai, l'usure du procédé est déjà constatable, ne serait-ce qu'au vu des sondages de second tour. Mais pas seulement : un historien se pose à lui-même la grave question de savoir « pourquoi la rue est amorphe ? » [6]. Mais c'est vrai ça : pourquoi n'y a-t-il pas un million de personnes dans la rue cette fois-ci ? Et l'historien d'envisager les explications les plus académiques, sauf une qui pas un instant ne lui traverse l'esprit : il se pourrait que, depuis le temps, une bonne partie de la population commence à en avoir soupé de sa condition d'otage électoral et renâcle à ce qu'on lui demande, en plus de voter comme il faut, de la célébrer selon les rituels approuvés.

L'économie de la responsabilité remise sur ses pieds

Ceux qui ont décidé de ne pas se rendre sans autre forme de procès à l'injonction des fulminants n'ont donc aucune raison de se laisser culpabiliser - et, s'ils choisissent de s'abstenir, certainement pas celle, tout à fait sophistiquée, de « laisser les autres faire le sale boulot » (voir [annexe](#)). Aucune faute, ni politique ni encore moins morale, ne peut leur être imputée d'hésiter, de résister comme ils peuvent à ce nouveau spasme fusionnel dont le pays fait maintenant répétitivement l'expérience, et de chercher leurs voies hors d'un chantage politique qui a atteint le stade organisé. C'est donc peu dire au total que tout légitime leurs interrogations.

Il est d'abord illogique d'instituer le vote comme pratique atomisante, condamnant les individus à l'insignifiance microscopique, pour leur faire porter ensuite, séparément, la responsabilité d'un résultat macroscopique. Il l'est identiquement de les appeler à raisonner moralement comme s'ils étaient des « agents représentatifs », capables à eux seuls de faire le vote et de porter tout le poids du vote, alors qu'ils n'en portent qu'une part infinitésimale, et que leur désir de dépasser cette condition par l'action coordonnée ne trouvera jamais aucune réponse dans l'isolement (voir [annexe](#)).

Il est par contre légitime de poser stratégiquement le refus de la prise d'otages. Même à un esprit modérément sophistiqué, il doit apparaître que plier répétitivement au chantage, voire exprimer avec entrain son « devoir » d'y plier, n'est pas le meilleur moyen de le dissuader pour l'avenir. Mais peut-être s'agit-il d'une situation où certains ont de troubles raisons de se trouver bien.

Il est en tout cas politiquement honteux que ceux qui ont contribué de toutes leurs forces à structurer un choix de second tour aussi calamiteux se défaussent du résultat, s'il tournait mal, sur ceux qui auront été jetés dans cette situation désastreuse. Les vrais responsables, quoi qu'il arrive, ce seront les architectes du choix à une case, ceux-là mêmes qui après le 21 avril 2002 avaient prononcé de solennels « plus jamais ça », mais se sont parfaitement accommodés, quand ils n'y ont pas activement œuvré, de voir s'installer le chantage originaire en routine, c'est-à-dire comme l'hypothèse avantageuse de toute stratégie électorale future.

Au tribunal de l'histoire, ce ne sont pas les abstentionnistes qui comparaitront : ce seront tous ceux qui, en position de peser sur le cours des choses, ont délibérément agencé le paysage des différences pour n'y admettre que [l'innommable fonctionnel du FN](#), ceux à qui a été répétitivement expliqué, exhibé, démontré la causalité irréfragable, confirmée dans bien d'autres pays, entre politiques néolibérales, délabrement social et pathologies politiques, et qui n'auront rien voulu entendre. Et puis aussi les directeurs éditoriaux du *Point*, de *L'Express* ou de *Marianne*, dont les innombrables couvertures islamophobes déguisées (ou même pas) en combat pour la laïcité, se seront fait un devoir d'exciter la pulsion raciste dans tout le pays, assistés de leurs intellectuels répandus. Tous auront pris plus que leur part dans la fonctionnalité globale du dispositif : amener le FN à son niveau optimal, celui qui lui fait passer le premier tour, mais censément lui interdit de franchir le second - sauf si...

Sauf si l'électorat, condamné à l'archi-passivité, décide un matin de recouvrer brutalement sa capacité d'agir, mais alors dans des conditions où l'on est par construction certain qu'elle se manifestera pour le pire - puisque la seule alternative aménagée est celle du pire. C'est avec ce risque, dont elle est pourtant avertie depuis 2002, dont elle a vu à nouveau la matérialisation avec le TCE en 2005, avec le Brexit, et puis avec Trump, c'est avec ce risque qu'aura joué, entre folie et aveuglement, une classe élitaire qui s'est d'ores et déjà ménagé sa place dans l'histoire - mais pas exactement celle qu'elle croit. Admirables « élites » qui, s'efforçant de pousser le bouchon toujours plus loin, jouent à la roulette russe mais avec la tempe des autres.

Pendant ce temps, à stade égal de désespérance, abstentionnistes et malgré-nous du macronisme se sautent mutuellement à la gorge, sans jamais songer (enfin surtout les seconds) à se tourner vers ceux qui, au dessus d'eux, ont aménagé le terrain de leur empoignade, pour ensuite jeter tout ce qu'il faut d'huile sur le feu à€” exactement comme les pauvres s'en prennent aux encore-plus-pauvres, ce conflit engendré du néolibéralisme qui fait la joie du Front national. Passé ce scrutin pestilentiel, il faudra bien songer à s'interroger à propos des irresponsables « responsables » qui installent pareilles catastrophes, dont ils croient pouvoir ensuite se laver les mains. Quel que soit le résultat du 7 mai, celui-ci leur appartiendra et à eux seuls, comme le résultat d'une nécessité appartient à ceux qui ont armé la nécessité.

« Les abstentionnistes laissent les autres faire le sale

boulot », ou l'anti-politique de l'isoloir

Assurément c'est l'argument qui tient la corde dans la chasse à l'abstentionniste : il se réjouira *in petto* que Le Pen ne passe pas mais pourra clamer *post festum* ne s'être « pas sali les mains ». Bref il se défausse du devoir de barrage sur les autres.

Un philosophe kantien qui passerait par-là ne manquerait pas d'évoquer l'impératif catégorique : une règle de comportement ne vaut comme maxime morale que si elle peut être universalisée. Or à l'évidence, l'abstentionniste escompte que les autres agiront différemment. Son choix individuel ne peut donc être converti en règle générale.

L'argument n'a pourtant rien d'irrésistible. D'abord parce qu'il s'agit ici de politique et non pas de morale. Or la politique n'est pas une affaire de maxime universalisable mais de conflits, donc de fragmentation et de rapports de force. Il est assez évident que l'argument de l'abstention ne s'adresse pas à tout le monde. Il ne fait sens (politique) que pour une fraction déterminée de l'électorat : de gauche, celle précisément qu'on tente de réduire à merci - au passage on observera que nul ne se met en peine d'obtenir des serments ou des abjurations de l'électorat filloniste, dont le taux probable de report sur le FN est pourtant le plus important et auquel on fout néanmoins une paix royale.

L'objection du *free riding* (« laisser les autres faire le sale boulot ») ne tiendrait que si la position abstentionniste se voulait universalisable. Mais, proposition politique adressée, elle n'y prétend en rien. C'est alors ici que s'éclaire du même coup une aporie fondamentale du vote.

Si Sartre déclarait l'élection « piège à cons », c'est parce qu'il voyait combien la politique, pratique fondamentalement collective, se trouve immanquablement dégradée quand elle se donne l'expression atomistique du vote. La politique se fait ensemble, le vote chacun par devers soi. Et l'on ne passe pas de l'un à l'autre sans solution de continuité. Mais la puissance de la politique comme activité collective est telle qu'elle cherche à toute force à réinvestir l'atomistique du vote : la pratique individuelle du « vote utile » ou les logiques spéculaires (c'est-à-dire le fait de stratégiser son propre vote en fonction du vote anticipé des autres) sont autant de tentatives de recréer de l'action coordonnée (donc du collectif) là où, par construction, n'existe aucune instance de coordination. De même, suggérer que l'abstentionniste « laisse les autres faire le sale boulot », c'est réintroduire subrepticement la grammaire de la coordination collective dans l'univers atomistique du vote, précisément agencé pour qu'elle en soit absente... c'est-à-dire objecter à un comportement individuel par un argument de logique collective dans un univers d'où cette logique est exclue et où, par le fait, les agents n'en ont aucun moyen. On peut le dire maintenant : c'est la même raison qui condamne au statut de fiction l'idée de « faire élire Macron avec la plus décevante des marges ». Les deux idées sont d'ailleurs l'envers l'une de l'autre.

Le vote utile, comme symétriquement l'abstention stratégique, ce sont les tentatives désespérées d'un électeur de refaire de la politique (collective) dans l'univers anti-politique (atomistique) du vote - c'est-à-dire de faire face à l'absence d'instance coordinatrice... dans la situation où les aspirations individuelles à la coordination sont les plus impérieuses. Pas seulement parce que l'essence même de la politique, mutilée par le vote, c'est le collectif. Mais aussi parce que cette aspiration procède du désir de voir son vote accéder au seul moyen de peser : par inclusion dans une formation collective, quand, isolément, il n'est qu'une contribution infinitésimale, *quasi-nulle*, au résultat macroscopique. Chacun s'est dit au moins une fois que l'absence de son vote « n'aurait rien changé », et c'est vrai ! - quoique cet énoncé vrai au niveau individuel devienne faux par passage au niveau collectif, mais ça n'est là qu'un autre énoncé du problème même dont il est question ici.

Car en effet, pour peser vraiment, et contrebattre l'insignifiance qui frappe le vote individuel, il faudrait pouvoir trouver un lieu pré-électoral où se coordonner (à l'image, par exemple, des groupes à l'Assemblée nationale, qui coordonnent des votes collectifs, donc des votes qui pèsent). Mais précisément, pour l'électeur ordinaire, un tel lieu n'existe pas. A sa place, on a mis le fatal *isoloir*. Hors de toute possibilité d'action concertée *ex ante*, on ne sait qu'*ex*

post si « on » a pesé et de combien - quoique en réalité ce « on » soit un pur artefact.

En tout cas, aussi bien le vote utile que l'abstention stratégique, comme également l'objection du *free riding* (« laisser faire le boulot... »), sont toutes rigoureusement équivalentes sous ce rapport : toutes expriment, sous des aspects différents, le même problème. Aussi celui qui veut dénigrer l'une depuis la position de l'autre est-il aussitôt frappé d'incohérence - et spécialement le moraliste : « laisser les autres faire le sale boulot », c'est l'injonction de se soumettre à une logique de la coordination que le vote exclut par construction.

Frédéric Lordon* pour [La pompe à phynance](#) dans [Les blogs du « Diplo »](#)

[La pompe à phynance](#). Paris, le 3 mai 2017.

* **Frédéric Lordon** est un économiste qui travaille avec la philosophie, selon sa propre définition, directeur de recherche au CNRS. Il est notamment l'auteur de « **Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières** », Raisons d'agir, octobre 2008 ; « *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme* », Presses de Sciences Po, 2008 ; « *Et la vertu sauvera le monde* », Raisons d'agir, 2003 ; « **La politique du capital** », Odile Jacob, 2002. « **Imperium** » **Structures et affects des corps politiques**. La Fabrique, septembre 2015.

[1] Voir par exemple Philippe Marlière, « [Benoît Hamon, un vote trompe-la-mort](#) », Contretemps, 21 février 2017

[2] Jean Birnbaum, « [Le 4 août de Mélenchon, ou l'antifascisme trahi](#) », *Le Monde*, 2 mai 2017.

[3] Voir François Denord et Paul Lagneau-Ymonet, *Le concert des puissants*, éditions Raisons d'agir, 2017, p.87.

[4] Un sondage Opinionway indique que Macron n'a recueilli que 55% d'adhésion directe parmi ses électeurs, 45% l'ayant choisi comme « vote utile ». Il peut donc se prévaloir de 55% de 24.1% de 79% (le taux de participation). Soit 10.47%.

[5] Thomas Piketty, « Plus le score de Macron sera fort, plus il sera clair que ce n'est pas son programme que nous accréditons », *Libération*, 29 avril 2017.

[6] Nicolas Lebourg, « [Pourquoi la rue est-elle amorphe ?](#) », Mediapart, 28 avril 2017.